

Les Somali

Nomadisme, migrations et déplacements forcés

Alain Gascon
Géographe

■ Depuis sept ans déjà : un État en « miettes », une nation éclatée¹

Quand la crise somalienne a-t-elle commencé ? La crise ou les crises ? On ne sait plus. En 1991, après la chute de Siyaad Barre ? En 1988, avec le déclenchement de la guerre civile au Nord ? Après les guerres contre l'Éthiopie en 1977 ou en 1964 ? Après la sécheresse de 1974 ? Avant ou après la période coloniale ? Or, depuis 1991, la Somalie n'existe plus². Il n'y a plus d'État somalien ; y en aura-t-il jamais un autre ? Y aura-t-il jamais une autre Somalie ? Dira-t-on « somalisation » comme on a dit « congolisation » ou « balkanisation » ? Que deviendront les 10 millions de Somaliens qui seront probablement plus de 20 millions en 2025 ?

¹ Texte écrit en juin-octobre 1998 et repris pour l'épilogue en mai 2000.

² Les diplomates en poste dans les ambassades somaliennes à l'étranger sont payés par la Ligue Arabe.

Depuis le fiasco de l'intervention militaire dirigée par l'ONU (Onusom) entre 1992 et 1995, la disparition de la Somalie a cessé d'émouvoir les organisations internationales qui, semble-t-il, ont classé ce dossier. Peut-être, la révélation des exactions commises par les « soldats de la paix » : mitraillages délibérés des populations civiles, tortures... explique-t-elle cette discrétion, cette gêne (De Waal, 1998). Même l'humanitaire n'en sort pas tout à fait indemne : des ONG n'ont-elles pas tenté de manipuler l'information (Cachon, 1998) ? L'université française n'a pas hésité à escamoter la Somalie. Les derniers somalisants français, dont j'étais, ne réussirent pas à sauver l'enseignement du somali à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco). En Grande-Bretagne, en Italie, en Allemagne et en Scandinavie où les études somaliennes sont pourtant bien vivantes, les somalisants ont rarement été consultés à propos de la crise. De plus, l'effondrement de la Somalie remet en question certaines de leurs interprétations qu'ils croyaient acquises, une fois pour toutes. Ainsi I.M. Lewis, l'un des fondateurs des études somaliennes, a-t-il cessé d'écrire pendant plusieurs années. La brève présentation qui va suivre ne peut prétendre répondre à toutes ces questions mais peut-être à les mieux poser. Elle essaiera d'ébranler le mur des certitudes que certains « spécialistes » ont contribué à édifier, souvent à leur corps défendant.

■ Le « paradoxe somalien »

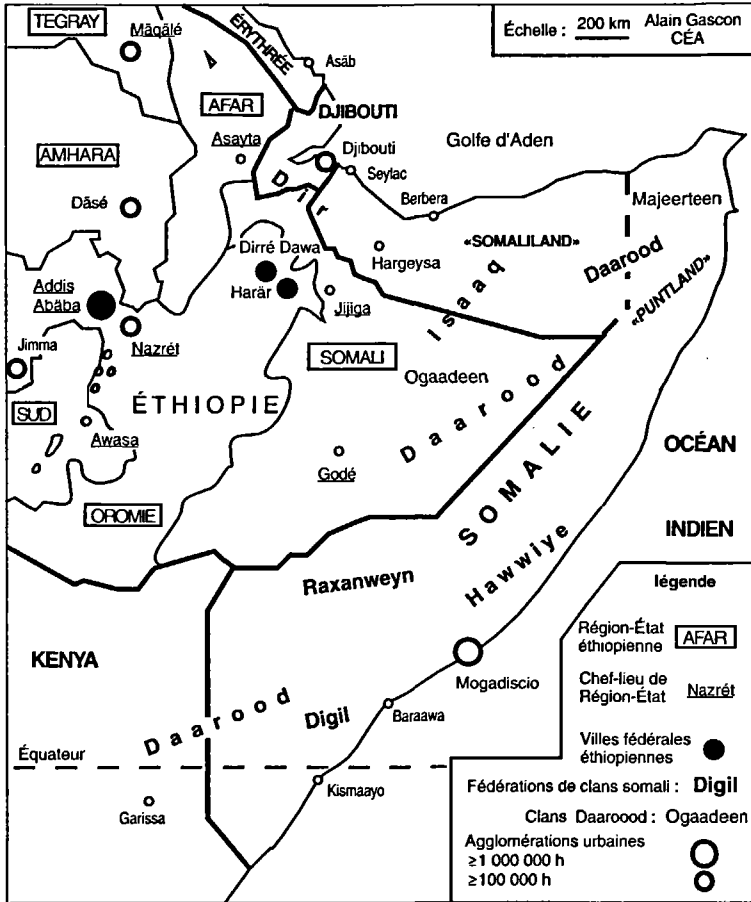
La Somalie est longtemps apparue comme le prototype parfait de l'État-nation dans l'Afrique au sud du Sahara. À plus de 98 %, les Somaliens parlent somali même si le swahili s'est infiltré le long de la côte méridionale ; tous sont musulmans sunnites de rite *shafi'ite*. Pourtant, cette « *Nation in Search of a State* » (Laitin et Samatar, 1987) est menacée d'anéantissement depuis l'effondrement de l'État somalien consécutif à la chute de Siyaad Barre, en 1991, comme le déplorent les textes des intellectuels somaliens réunis dans *Crisis Management in Somalia* (Mohamed Salih et Wohlgenut, 1994).

En ex-Somalie dont a divorcé le Somaliland, les seigneurs de la guerre, un temps unis pour défaire Siyaad Barre et pour repousser l'Onusom, se partagent et mettent en coupe réglée le territoire national et ses populations (figure 1). Les prédatons, les guerres, les sécheresses récurrentes et les inondations de l'automne 1997 mettent en péril la pérennité des sociétés de pasteurs : « les éleveurs sont en bout de piste » (Gallais, 1994) et les mêmes menaces pèsent sur les agro-pasteurs. Des centaines de milliers de Somaliens ont dû fuir les guerres et les famines et vivent dans des camps en Éthiopie (1/3 des habitants de la région-État des Somali), au Kenya, au Somaliland ou dans des bidonvilles de Mogadiscio et de Djibouti (figure 2). La vie quotidienne de la majorité des 12 millions de Somali ce sont les camps, la distribution de l'aide internationale, les trafics, les jeunes armés de *kalashnikov*, rétifs à toute autorité.

Une tradition ancienne de migration, de nomadisme, de transhumance...

Les Somali³ ont une pratique ancienne de la migration : leurs *sheykh* ont toujours étudié en Arabie et leurs marins toujours vogué sur la mer Rouge et l'océan Indien. Dans les années 1960, les besoins en main-d'œuvre des États pétroliers ont dirigé vers le Golfe Persique 200 000 à 300 000 migrants, principalement des éduqués. L'Italie et la Grande-Bretagne, anciennes tutrices coloniales, sont le refuge des étudiants, des mouvements politiques en exil et de plus en plus, des réfugiés. C'est donc en Europe que I.M. Lewis, B. Andrzejewski, E. Cerulli... ont fondé les études somaliennes. Depuis 1991, Nairobi, Djibouti, Dirré Dawa et Addis Abäba sont devenus les bases de repli du commerce (et du trafic) somalien. En Éthiopie, la région-État des Somali offre une structure politique d'accueil pour les

³ Somali : les locuteurs du somali répartis entre la Somalie, le Kenya, Djibouti et l'Éthiopie. Somaliens : les ressortissants de la république de Somalie (figure 1).



D'après I.M. Lewis et L.V. Cassanelli pour la localisation des clans et des fédérations somali.
D'après M.A.E. 1998 pour les limites des Régions-États éthiopiennes. Leurs capitales ne sont pas encore fixées.

Figure 1
Les Somali dans la Corne de l'Afrique,
le partage entre les États.

factions somaliennes, d'ailleurs observées de très près par le gouvernement fédéral éthiopien (figure 1). Ce dernier a désavoué l'accord de paix conclu au Caire, en janvier 1998, entre des mouvements somaliens, sans doute parce que les tractations s'étaient déroulées sans lui.

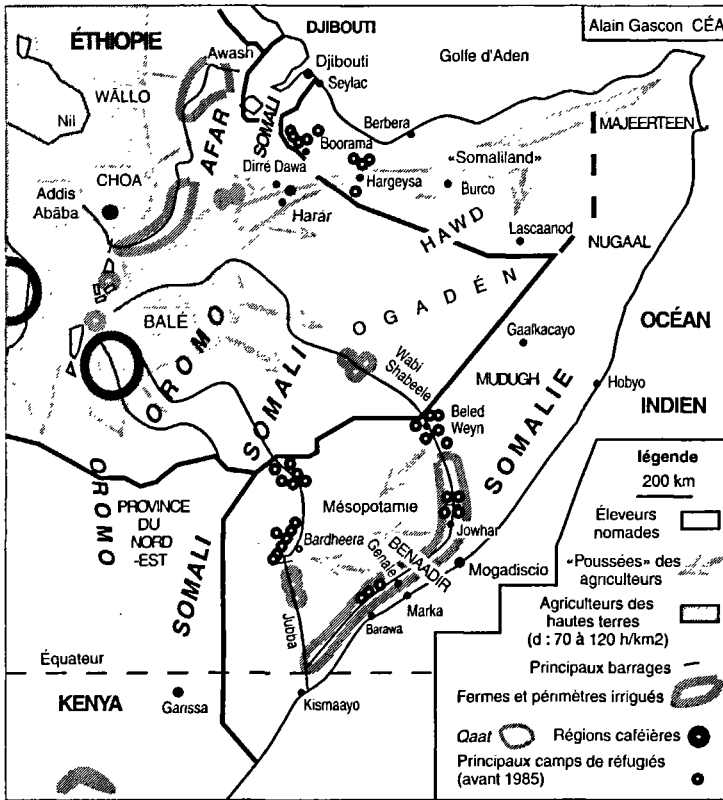


Figure 2
Situation précaire des réfugiés
et des éleveurs dans la Corne.

L'explication de « la » crise somalienne la plus souvent avancée ou la grille de lecture la plus fréquemment proposée par les médias et parfois par des « spécialistes », souligne l'incompatibilité, radicale, entre les sociétés segmentaires acéphales des éleveurs, structurées par les clans, et un État importé, hérité des colonisateurs. Cette compilation, à gros traits, des théories des anthropologues fonctionnalistes britanniques, fondateurs des *African Studies*, s'est imposée comme clé unique de compréhension d'une situation « insaisissable ». Or, ces commentateurs et ces journalistes

vulgarisent les apports d'une recherche déjà ancienne sans tenir compte des acquis les plus récents des études somaliennes. Les travaux actuels des somalisants, notamment de L.V. Cassanelli, de D. Compagnon, de M. Djama..., insistent précisément sur la dimension historique et sur les dynamiques spatiales (Djama, 1995). Ils observent, dans les deux derniers siècles, les effets de la monétarisation, plus ou moins précoce, des échanges, les conséquences de l'intégration, souvent antérieure à la colonisation, aux marchés régionaux et les tensions entre les groupes sociaux. En résumé, ils montrent que la « lutte des clans » n'empêche ni n'efface la « lutte des classes ». Les institutions claniques des agriculteurs du Sud ne représentent pas comme on l'a longtemps écrit, des formes « altérées » du « modèle » identifié chez les pasteurs du Nord, selon une règle qui ferait des éleveurs exclusifs, soumis aux plus rudes conditions d'aridité, des Somali plus « authentiques » parce que moins mélangés aux cultivateurs oromo ou « bantous » (Djama, 1997). Bien avant que les colonisateurs ne se la partagent, la péninsule somali a vu naître des cités-États, des sultanats et des émirats (Cassanelli, 1982 ; Djama, 1997). Les Somali ne sont pas, par nature, étrangers à l'État ; ils avaient l'expérience d'États centralisés qui réunissaient marchands, éleveurs, caravaniers et cultivateurs et qui résistèrent, un temps, aux contraintes écologiques et aux incursions étrangères, tant terriennes que maritimes.

Cette évocation très rapide, trop rapide, des controverses théoriques entre somalisants est sortie depuis bien longtemps du cadre des querelles scientifiques. Ainsi, en 1964, peu après l'admission de la Somalie à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Aklilu Habtä Wäld, Premier ministre éthiopien, rétorquait-il au représentant somalien qui avait réclamé le retour de l'Ogadén⁴ à la mère-patrie, qu'on cherchait vainement dans l'histoire un État appelé Somalie alors que l'Éthiopie était connue depuis l'Antiquité (Gascon et Hirsch, 1990)...

⁴ Ogaadeen est le nom d'un clan de la fédération Daarood, Ogadén, l'ethnonyme par lequel on désigne la région rattachée, pour une grande part, à l'Éthiopie.

Le « cabotage » des éleveurs somali et les ports du Sahel équatorial

Les déplacements des éleveurs somali, dans un Sahel équatorial, s'apparentent, selon les études historiques, plus à un « cabotage » régional, à partir des puits et des vallées irriguées, qu'au nomadisme au long cours des Sahariens (Cassanelli, 1982). Ce sont ces cycles que freinèrent, limitèrent puis interrompirent les partages coloniaux, les guerres et les famines successives qui affectent la péninsule somali depuis plus d'un siècle.

Les nomades ne laissent jamais indifférents les sédentaires qui vivent à leur proximité : on respecte et/ou on craint leur indocilité, leurs vertus guerrières et leur férocité, à juste titre, parfois. Plus de 58 millions d'Éthiopiens craignent encore aujourd'hui, 12 millions de Somali et peut-être 100 000 Afar... On soupçonne les éleveurs musulmans d'être prêts, à tout moment, à repartir à l'assaut des hautes terres chrétiennes comme au XVI^e siècle, quand ils participèrent au *jihād* de l'émir de Harär, Ahmed *Graññ*/Axmet *Guray*⁵. Pour les experts, souvent marqués par les conclusions de Hardin dans « *The Tragedy of the Commons* » (Mathieu, 1991), ils sont, par leur inconscience, responsables de la dégradation irréversible de la couverture végétale et des sols et ce sont des prédateurs pour le droit foncier éthiopien traditionnel qui leur dénie tout droit sur leurs parcours.

Avant les bouleversements consécutifs à la grande sécheresse de 1973-1974, à la guerre somalo-éthiopienne de 1977-1978 et à la guerre civile qui a commencé en 1988, les éleveurs somali pratiquaient un cabotage nomade (par opposition au nomadisme au long cours des Afar). La carte de Cassanelli montre les mouvements « giratoires » à partir des *ceel*⁶, les puits de clans ;

⁵ *Guray* en somali et *Graññ* en amharique (langue officielle de l'Éthiopie) signifient « gaucher » donc Ahmed le Gaucher.

⁶ Souvent écrit « El » et assimilé au « el » de l'arabe.

femmes, enfants et vieillards résidants dans les *gurri*, hameaux/villages, sous des *aqal*, des huttes cylindriques, entourées de haies d'épineux où sont parqués les petits ruminants et les bovins. Les hommes adultes accompagnent bovins et dromadaires, en quête de pâturages, pendant *xaaga* (juillet-août), la petite saison sèche et s'affrontent avec les autres *reer*, les segments de clans, à moins qu'un *shir*, une assemblée⁷, n'ait conclu un *xeer*, un pacte territorial interclanique qui lie les membres par le paiement de la *diya/mag*, le prix du sang. Cet intermède sec coupe *gu*, la grande saison des pluies (mars-juin) de *dayr*, la petite saison humide (septembre-octobre) qui, en 1997, se prolongea jusqu'à la fin de l'année, provoquant des inondations dévastatrices. Pendant *jilaal*, la grande saison sèche (novembre-février), les familles se regroupent, bêtes et gens, autour des puits. Ni les troupeaux, ni les familles ne se déplacent tous ensemble sauf lors des sécheresses décennales et parfois lors des minima secs interstadaires plus prononcés (tous les deux ou trois ans).

L'eau est partout proche en Somalie : les nappes phréatiques sont alimentées par les rivières qui naissent dans les hautes terres éthiopiennes et par les précipitations abondantes qui arrosent les montagnes de la Somalie « heureuse » au Nord (figure 2). Les pluies sont très faibles sur le rivage de l'océan Indien, pourtant à la latitude du Gabon mais soumis à un courant froid, et les isohyètes ne s'infléchissent qu'à la frontière du Kenya ou dans la Mésopotamie. Sur la dorsale montagneuse du Nord, on pratique des cultures pluviales et Siyaad Barre voulut y étendre le *dry farming* comme dans la Mésopotamie. On pratique l'agriculture de décrue autour des *war*, les mares alimentées par les pluies. La Somalie méridionale et centrale est traversée par deux fleuves pérennes allogènes, le Jubba et le Wabi Shabeele (le Nil de Mogadiscio des géographes arabes) qui inondent leurs vallées en fin d'été. Une partie du flot est stockée dans des *deshek*, les lacs temporaires. De gros villages

⁷ I.M. Lewis y voit le fondement de la *Pastoral Democracy*.

sont fixés sur les bourrelets de rives du Wabi Shabeele qui coule pendant 400 km parallèlement à la côte avant de rejoindre, les bonnes années, le Jubba. Les basses vallées sont couvertes de forêts-galeries, domaine des chasseurs-cueilleurs bantous (Waboni, Wagosha). La prospérité du Benaadir repose donc sur cette vallée irriguée, proche du littoral, dont les ports exportent les productions. Au Nord, les éleveurs transhument depuis la plaine littorale torride, *tihama*, du Guban jusqu'aux plateaux, domaine des céréaliculteurs à l'aire groupés en villages denses, comme au Harär (figure 2). La cueillette de l'encens qui apportait un complément de revenu, a beaucoup décliné.

Dès le milieu du XIX^e siècle, des entrepreneurs des ports du Benaadir avaient développé des plantations de coton dont la production, transformée dans leurs ateliers urbains, était vendue dans l'océan Indien. Des esclaves achetés à Zanzibar travaillaient dans ces grandes exploitations. Dans les années 1920-1930, les colons italiens reprirent ces périmètres irrigués, agrandis, en recourant à la main-d'œuvre déplacée (Guida, 1938). Rallié au socialisme, Siyaad les nationalisa puis tenta d'y attirer les capitaux arabes pour construire des barrages et des usines. Le Nord alimentait en viande, dès 1840, Aden, l'Arabie et les colonies européennes de l'océan Indien. Les entraves mises à la traite, l'ouverture du canal de Suez en 1869 et l'arrivée des produits manufacturés européens, puis le partage colonial et les troubles qui s'ensuivirent, ruinèrent l'activité industrielle des villes de la côte. Cassanelli, qui montre l'intégration précoce du Benaadir au marché de l'océan Indien, insiste sur les liens entre les éleveurs, les agriculteurs et les citadins. Lors des crises, les pasteurs envoyaient femmes et enfants chez des agriculteurs auxquels ils étaient liés par le clan ou qui leur étaient assujettis⁸. Petits ruminants et bovins étaient déplacés également et seuls restaient près des puits, les adultes hommes avec les dromadaires. Les citadins vendaient les

⁸ Les hors-clans descendaient d'esclaves « bantous » ou pratiquaient des métiers tabous (*midgan*). Ils pouvaient être adoptés par un patron selon le processus de l'*arifa*, véritable sujétion, prohibée sous Siyaad.

animaux en surnombre et achetaient de la nourriture. Avant de quitter les pâturages et de se résigner à cultiver, on tentait l'association avec d'autres éleveurs. Il y a une relation étroite qui se lit dans les archives coloniales, entre les sécheresses et les ventes de carcasses dans les ports. Au Nord, le commerce des animaux provoqua l'émergence, parmi les clans et en dehors des clans, d'entrepreneurs de caravanes et de collecteurs de troupeaux, promus comme rouages administratifs de base par les autorités coloniales puis récupérés par le gouvernement somalien (Djama, 1995, 1997).

Selon ces reconstructions historiques, la péninsule des Somali est engagée depuis plus d'un siècle dans des bouleversements économiques, sociaux et politiques bien avant le partage colonial ; celui-ci coïncida avec le retournement d'un cycle de prospérité dont il accéléra la fin.

Les Somali en quête d'abri : un siècle de migrations et déplacements forcés

On ne peut relater dans le détail l'histoire des Somali, passés de cycles de déplacements encadrés par les structures claniques et les agents des circuits commerciaux à des mouvements « browniens » de fuite, cherchant l'abri d'un camp ou d'une frontière. On peut néanmoins, sélectionner des temps forts qui scandent l'éclatement de l'espace politique, social et productif des Somali.

Entre 1887 (la prise de Harär par *ras* Mäkonnen) et 1920 (la prise de Taleex, la forteresse de Maxamed Cabdulle Xasan), les raids des Éthiopiens et des derviches somali ainsi que les offensives britanniques et italiennes déclenchèrent des ondes de choc qui ébranlèrent durablement l'équilibre territorial clanique des Somali. Ces derniers repoussèrent alors, par ricochet, les Afar et les Oromo, leurs voisins éleveurs nomades si bien qu'au Kenya, les Britanniques imposèrent une démarcation pour limiter l'expansion des Somali aux dépens des Oromo. En 1935, les Italiens utilisèrent la rancœur des Somali pour les enrôler aux côtés des contingents libyens et érythréens qui attaquèrent l'Éthiopie. Du côté éthiopien, on retrouva également des combattants somali par haine de la colonisation italienne. La British Military Administration qui

succéda aux Italiens, en 1941, lança l'idée d'une Grande Somalie qui aurait regroupé sous son protectorat tous les Somali. L'opposition de l'Éthiopie, de la France, de l'Italie et de l'URSS et les hésitations anglaises, eurent raison de ce projet et on en revint au *statu quo* en dépit de troubles graves. La répétition des « coups de pied dans la fourmilière » des clans a enclenché le processus de fragmentation qui offrit aux autorités des possibilités infinies d'instrumentalisation afin de diviser pour régner (Djama, 1997). Ainsi, dès que l'on envisage l'échelle régionale et à plus forte raison locale, les cartes de répartition des territoires claniques sont-elles sujettes à caution (figure 1). La structure confrérique de l'islam qui s'accrut au XIX^{ème} siècle a contribué à émietter encore l'espace et la société des Somali. Autour des tombes de saints fondateurs, les disciples, les derviches, se regroupent en *jama'a/zawiya* et forment de gros villages. Maxamed Cabdulle Xasan, qui résista de 1899 à 1920 à la pénétration britannique, s'appuya sur la Salihya et, à son instigation, ses partisans assassinèrent *aw (sheykh) Uwees* dont le tombeau est devenu un lieu de pèlerinage.

La spécialisation économique esquissée dès avant la colonisation fut prolongée par les autorités coloniales et post-coloniales (Janzen, 1986). Les plantations du Benaadir tournées vers l'exportation changèrent l'échelle des valeurs entre les clans plus prestigieux d'éleveurs Daarood, Dir, Isaaq et Hawiyye et les clans d'agriculteurs dépréciés Raxanweyn et Digil (figure 1). De plus, le contrôle de la terre et de l'eau devint un enjeu politique et économique : les Bantous furent expulsés sans ménagement, quand on construisit les barrages. Au Nord, l'exportation des animaux et des carcasses vers l'Arabie Saoudite (90 % du marché⁹) provoqua une extraversion complète de l'activité du Somaliland, aux mains des Isaaq, majoritaires. Profitant de l'amélioration du réseau routier, ils achetèrent des camions rentabilisés par le trafic des armes et du

⁹ En 1984, l'Arabie refusa d'acheter les bêtes, déclenchant un séisme économique.

*qaat*¹⁰ et par la contrebande avec Djibouti. À la saison humide, les Isaaq disputaient les pâturages du Hawd, partagé entre l'Éthiopie et la Somalie, aux Ogaadeeni, mais, comme il y a peu de puits dans la région, les éleveurs devaient la quitter, la sécheresse revenue. Les notables des clans Isaaq cimentèrent alors les réservoirs afin de demeurer sur place et d'empêcher l'accès du Hawd à leurs rivaux Ogaadeeni. Une escalade des affrontements s'ensuivit (empoisonnement des puits, abattage massif des bêtes à la *kalashnikov*) qui annonçait les violences de la guerre civile. En effet, les Ogaadeeni reçurent le soutien de Mogadiscio et les Isaaq obtinrent des armes de l'Éthiopie. Aucune des règles qui limitaient les vendettas ne fonctionnait plus : qui aurait pu payer le prix du sang en compensation de tels massacres ?

■ Siyaad Barre : migration, déracinement et disparition de la Somalie

Le nationalisme exacerbé et l'austérité de Siyaad Barre firent, un temps, illusion : ils lui attirèrent une certaine sympathie populaire. La phraséologie marxiste-léniniste du régime servit de masque à une dictature népotique, aux aspects totalitaires. Des *sheykh* opposés à l'usage de l'alphabet latin furent exécutés et, au nom de la « détribalisation », il fut interdit de mentionner toute référence au clan. Au cours de la redoutable sécheresse de 1973-1974, le régime prétendit se substituer aux solidarités claniques traditionnelles mais il profita de l'affaiblissement des pasteurs, qui avaient perdu un tiers

¹⁰ *Catha edulis* Forsk., stupéfiant, léger (*sic*). Khât en arabe, prononcé « tchat » en amharique.

de leur cheptel, pour précipiter la fin de leur mode de production, jugé « archaïque ». On envoya les lycéens, les étudiants et les professeurs leur prêcher la Révolution et les caractères latins. Environ 300 000 éleveurs¹¹ réfugiés dans les camps du Nord, souvent d'anciens *sovkhos*, furent embarqués en camion et par avion de l'*Aeroflot*, vers des villages édifiés à la hâte dans la Mésopotamie¹², et on prétendit même les fixer sur la côte pour en faire des pêcheurs. L'opinion internationale ne s'est guère émue de ces transferts, sans doute parce que c'étaient des éleveurs !

Avec la guerre somalo-éthiopienne de 1977-1978, le processus des va-et-vient de part et d'autre de la frontière s'enclencha pour aboutir au déracinement actuel. En 1977, l'offensive de l'armée somalienne vida l'Ogaden non seulement des « occupants » éthiopiens mais aussi des Oromo qui se somalisèrent pour éviter l'expulsion. En 1978, la contre-offensive éthiopienne et soviéto-cubaine se traduisit par un retour des expulsés et le reflux des Somali au-delà de la frontière dans des camps de réfugiés (figure 2). L'aide internationale destinée aux déplacés, 600 000 selon l'estimation officielle gonflée, devint la principale ressource de la Somalie (40 % du PIB) avec l'argent envoyé par la diaspora. Mogadiscio devint le lieu de tous les détournements et de tous les trafics alors que le Fonds monétaire international (FMI) engageait le gouvernement à licencier fonctionnaires et soldats et à privatiser les entreprises. La rancœur du Nord, marginalisé dans la distribution de la manne, se manifesta par des rébellions d'officiers du clan de Majeerteen localisé au nord-est du pays qui passèrent en Éthiopie (1981). Ils rejoignirent le Mouvement national somalien (MNS), soutenu par l'Éthiopie, qui prônait la sécession de l'ex-Somaliland britannique. La collectivisation et la villagisation imposées, à partir de 1985-1986, au Harär éthiopien par Māngestu, déclenchèrent la fuite vers les camps de Somalie du Nord, au-delà de la frontière, de milliers d'agriculteurs oromo et somali.

¹¹ Données extraites du bulletin d'information de l'Ambassade de Somalie à Paris (1990).

¹² Territoire situé entre les fleuves Jubba et Shabeelle (cf. figure 2).

En 1988, les deux dictateurs aux abois firent la paix sous l'égide de l'Italie, représentant l'Europe, chacun s'engageant à ne plus abriter ni à aider les rébellions. L'armée de Māngestu avait été étrillée en Érythrée et Siyaad préparait l'attaque des villes du Nord qui furent impitoyablement détruites alors qu'à Mogadiscio on arrêtait les Isaaq. Environ 300 000 Somali s'enfuirent en Ogadén éthiopien : pour la plupart, c'était un retour dans les plus mauvaises conditions, dans un territoire d'où ils avaient dû, quelques années plus tôt, s'enfuir. Au moment de l'interrègne entre la fuite de Māngestu et l'arrivée des *Wāyyané*¹³ à Addis Abāba, en mai 1991, des conflits éclatèrent entre les segments de clans. Des soldats débandés avaient, en effet, rejoint les divers fronts de libération parfois intitulés islamiques, d'autres avaient viré au banditisme.

■ Épilogue : la Somalie, combien de divisions ?

Les calamités qui fondent sur la Corne de l'Afrique, inondations de 1997, guerre éthio-érythréenne depuis 1998 et enfin sécheresse catastrophique depuis 1999, n'épargnent pas les Somali, à la pointe extrême de la Corne. On pourrait attendre de cet enchaînement tragique l'accélération du processus d'émiettement territorial qui aboutirait, après la disparition de la Somalie, à une sorte de dilution des Somali. Or, un mouvement inverse d'accrétion se produit autour des noyaux historiques : les villes-ports. Au Somaliland, auto-proclamé indépendant en 1991, la conférence de Boorama et d'autres *shir*, s'efforcent, après un bref épisode « islamique », de faire revivre les institutions qui scelleraient la réconciliation des

¹³ Nom que se donnent les maquisards du Front de libération du Tigray, au pouvoir à Addis Abāba depuis 1991.

reer, issus des clans majoritaires Isaaq et des minoritaires Dir (Farah et Lewis, 1997). Maxamed Ibraahim Cigaal, qui fut le dernier Premier Ministre de la Somalie démocratique (et le seul originaire du Nord) a été désigné à la tête d'un État en paix mais qu'aucun autre État n'a reconnu, sous la pression de la Ligue Arabe, instrumentalisée par l'Égypte et l'Arabie Saoudite, réconciliées pour l'occasion. Les Majeerteen ont annoncé l'indépendance du Puntland¹⁴ qui s'étend sur la pointe nord-est de la péninsule centrée sur le port de Boosaaso. Ils ne sont pas dotés d'un appareil politique ; pour le moment ? Au Sud, des seigneurs de la guerre, représentant un éventail inextricable de clans, se disputent le « Jubbaland » et le port de Kismaayo entretenant l'insécurité sur mer et sur terre jusqu'à la frontière du Kenya.

Le poids de l'Éthiopie dans les affaires somaliennes s'est accentué depuis que la guerre a repris avec l'Érythrée et avec l'exploitation prochaine d'un gisement important de gaz. Le Benaadir, riche arrière-pays agricole de Mogadiscio, est partagé de fait, depuis 1991, entre le « président » Cali Mahdi et les partisans de feu le général Faarax Ayddid, l'ennemi de l'Onusom, qui furent emmenés par son fils Xuseen Caydiid. Ce dernier, début 1999, s'est fait le « sous-traitant » du Front de libération des Oromo en accueillant des maquisards armés et transportés par les Érythréens afin de créer une diversion en Ogadén, contre l'Éthiopie, avec les fronts islamiques. Appuyé par l'armée éthiopienne qui a franchi la frontière, un « Front » des Digil et des Raxanweyn a détruit les bases de la guérilla et installé l'administration autonome des provinces du Baay et du Bakool. Pour secourir la région-État des Somali ravagée par la sécheresse, l'Éthiopie, enclavée, mise sur les ports de Djibouti et surtout sur Berbera, au Somaliland. Elle peut ainsi dénoncer comme un « piège » l'offre « généreuse » faite par l'Érythrée d'utiliser Asäb.

À chacune des convulsions qui secouent la pointe de la Corne, ce sont, pour les Somali, des départs précipités pour rechercher un abri, un camp, un refuge, un havre où peut-être parviendra l'aide,

¹⁴ Les Égyptiens de l'Antiquité appelaient cette côte d'où venait l'encens, le pays de Pount.

au-delà de la frontière : en Éthiopie, à Djibouti ou au Kenya ? Pour combien de temps ? En dépit des guerres, des sécheresses et des troubles et peut-être à cause d'eux, les Somali ont beaucoup d'enfants ; un taux de natalité de 50 ‰ n'est-ce pas, à long terme, un espoir ? La nation somalienne peut-elle survivre sans État ? Pourtant le plus homogène qui puisse être ? Un observateur de la crise somalienne peut-il toujours écrire : « L'idée même d'un État en tant qu'autorité supraclanique est une catégorie fondamentalement étrangère à la culture somali » (Prunier, 2000) ?

Bibliographie

- BADER (C.), 1999 – *Le sang et le lait. Brève histoire des clans somali*. Paris, Maisonneuve et Larose, 1999.
- CACHON (S.), 1998 – Otages et dérapage. *Télérama*, n° 2521, 6 mai.
- CASSANELLI (L. V.), 1982 – *The shaping of Somali Society : Reconstructing the History of a Pastoral People, 1600-1900*. University of Pennsylvania Press, Philadelphia.
- CASTAGNO (M.), 1975 – *Historical Dictionary of Somalia*. (African Historical Dictionaries n° 6), The Scarecrow Press, Metuchen.
- COMPAGNON (D.), 1995 – *Ressources politiques, régulation autoritaire et domination personnelle en Somalie : le régime de Siyaad Barre, 1969-1991*. Thèse de doctorat, université de Pau.
- DE WAAL (A.), 1998 – Crises africaines et interventions internationales.
- En toute impunité humanitaire. *Le Monde Diplomatique*, avril.
- DJAMA (M.), 1995 – *L'espace, le lieu. Les cadres du changement social en pays nord-somali. La plaine du Hawd (1884-1990)*. Thèse de doctorat, École des hautes études en sciences sociales, Paris.
- DJAMA (M.), 1997 – Trajectoire du pouvoir en pays somali, *Cahiers d'Études Africaines*, 146, XXXVII-2 : 403-428.
- FARAH (N.), 1994 – *Sweet Sour Milk (Du lait aigre et doux)*. Carouge-Genève, Éditions Zoé (traduit par Christian Surber).
- FARAH (N.), 1995 – *Maps (Territoires)*. Paris, Le Serpent à Plumes, (traduit par Jacqueline Bardolph).
- FARAH (N.), 1998 – *Gifts (Dons)*. Paris, Le Serpent à Plumes (traduit par Jacqueline Bardolph).

- FARAH (A. Y.), LEWIS (I. M.), 1997 – Making Peace in Somaliland. *Cahiers d'Études Africaines*, 146, XXXVII-2 : 349-377.
- GALLAIS (J.), 1994 – *Les tropiques. Terres de risques et violences*. Paris, Armand Colin, collection U, série « Géographie ».
- GASCON (A.), 1992 – Crise nationale et crise spatiale en Somalie. *Refuge (Canada's Periodical on Refugees)*, special issue on Somalia : The Tragedy of Somalia, vol. 12, n° 5, November-December : 14-20.
- GASCON (A.), 1994 – « La Corne de l'Afrique : une nation sans État ». in (A.) Dubresson, (J.-P.) Raison, (J.-Y.) Marchal, (ed.), *Les Afriques au sud du Sahara*, Paris/Montpellier, Belin/Géographie Universelle Reclus : 286-294.
- GASCON (A.), 1995 – « Ogadén/Ogaadeen : 1148 ; « Somalie » : 1410-1417 ; « Somaliland » : 1417-1418 », in (Y.) Lacoste (ed.), *Dictionnaire de Géopolitique*, Paris, Flammarion.
- GASCON (A.), HIRSCH (B.), 1990 – Naissance d'une frontière. Un siècle de conflit somalo-éthiopien. Colloque : *La géopolitique des diplomates, des militaires et des professeurs (Paris 26-27-28 mai)*, organisé par (P.) Claval, 12 p. et cartes.
- GOMES (N.), 1997 – Bandits du Nord-Kenya : les contradictions d'une revendication politique. *Les Cahiers de l'IFRA*, Minorités d'Afrique de l'Est face à l'intégration, n° 4, mars/avril : 29-69.
- Guida d'Italia della Consociazione Turistica Italiana, 1938 – *Africa Orientale Italiana*. Milano.
- HOGG (R.), 1996 – « Changing Mandates in the Ethiopian Ogaden. The Impact of Somali « Refugees and Returnees » on the UNHCR. » in (T.) Allen (ed.), *In Search of Cool Ground. War, Flight and Homecoming in Northeast Africa*, Trenton/Asmara, Africa World Press : 153-163.
- HOLT (J.), 1996 – « Looking Beyond the Towns. Facts and Conjectures about Rural Returnees in the Ogaden and « Somaliland » », in (T.) Allen (ed.), *In Search of Cool Ground. War, Flight and Homecoming in Northeast Africa*, Trenton/Asmara, Africa World Press : 143-152.
- JANZEN (J.), 1986 – Ländliche Entwicklung in Somalia, Strukturen, Probleme, Tendenzen, *Geographische Rundschau*, XXXVIII, 11 : 557-564.
- LAITIN (D. D.), SAMATAR (S. S.), 1987 – *Somalia, Nation in Search of a State*. Boulder, Westview Press, London, Gower.
- LEWIS (I. M.), 1982 – *A Modern History of Somalia. Nation and State in the Horn of Africa*. Harlow, Longman.
- MATHIEU P., 1991 – « Tragédies ou bienfaits des ressources communes ? », in (É.) Le Bris, (É.) Le Roy, (P.) Mathieu (dir.), *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*, Paris, Karthala : 336-337.
- MOHAMED SALIH (M. A.), WOHLGEMUT (L.) (eds), 1994 – *Crisis Management and the Politics of Reconciliation in Somalia. Statements from the Uppsala Forum, 17-19 January 1994*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet.
- PRUNIER (G.), 2000 – Recomposition de la nation somalienne. *Le Monde Diplomatique*, avril.

Site *Internet* consulté de novembre
1997 à mai 2000 :
Panafrikan News Agency, Dakar,

AFRICANEWS Online. A project of
Africa News Service
(www.africanews.org/east/Somalia).

Note sur l'écriture et la prononciation du somali

Le somali est écrit en caractères latins depuis 1972. Les voyelles longues, pertinentes, sont prononcées et notées par le redoublement. Le e se prononce presque comme le é en français. Les consonnes spécifiques sont le q « explosif », le dh, proche du d anglais, le kh guttural, le x, équivalent du h de l'arabe, et le c qui note l'attaque glottal habituellement écrite « ' » par les arabisants.